



Les grands titres:

- Syrie : sur fond d'escalade des combats, Ban Ki-moon appelle à une nouvelle cessation des hostilités
- En visite au Mali, un haut responsable de l'ONU juge nécessaire une accélération de la mise en œuvre de l'accord de paix
- L'actrice Cate Blanchett nommée Ambassadrice de bonne volonté du HCR
- Iraq : malgré une baisse des victimes de violence, l'ONU reste réoccupée par l'ampleur des pertes civiles
- Japon : le PAM fournit un soutien logistique pour aider les personnes affectées par les séismes d'avril
- Développement durable : l'ONU appelle à définir des politiques de mise en œuvre intégrées
- Journée internationale du jazz : l'ONU célèbre ce genre musical, vecteur de paix
- Yémen : les pourparlers de paix au Koweït traversent une phase difficile, selon l'ONU
- Le Vice-Secrétaire général de l'ONU visite le Népal un an après le séisme
- A Nairobi, l'ONU apporte son soutien aux pays d'Afrique en lutte contre le trafic d'ivoire

Syrie : sur fond d'escalade des combats, Ban Ki-moon appelle à une nouvelle cessation des hostilités



L'Envoyé spécial pour la Syrie, Staffan de Mistura (2e à gauche) rencontre le Secrétaire d'Etat américain, John Kerry (à gauche), à Genève. Photo ONU/Jean-Marc Ferré

2 mai - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, s'est déclaré lundi profondément préoccupé par l'escalade des combats dans et autour d'Alep, en Syrie, et par la « souffrance intolérable », les « montagnes de morts » et les destructions dont sont victimes les civils présents dans la zone.

Dans un communiqué de presse rendu public par son porte-parole, M. Ban a appelé les parties syriennes à s'engager de nouveau et immédiatement en faveur d'une cessation des hostilités. Il les a également exhortées à s'acquitter de leur responsabilité de protéger les civils contre les conséquences du conflit.

Notant le retour temporaire à une cessation des hostilités dans les gouvernorats de Damas et de Lattaquié, le Secrétaire général a insisté sur la nécessité d'étendre ces dispositions à l'ensemble de la Syrie, y compris, de toute urgence, à Alep.

Le chef de l'ONU a réitéré son appel à tous les acteurs régionaux et internationaux concernés, en particulier les co-présidents du Groupe international de soutien pour la Syrie, la Russie et les États-Unis, à redoubler d'efforts pour favoriser une nouvelle cessation des hostilités sur le terrain.

« La cessation des hostilités a permis d'atténuer la détresse de certains Syriens, mais elle constitue également une composante essentielle du processus global mis en place et soutenu à Genève par le Groupe international de soutien pour la Syrie, y compris le processus de transition politique sous l'égide de l'Envoyé spécial de l'ONU, Staffan de Mistura », a



indiqué le Secrétaire général.

« L'effondrement de la cessation des hostilités ne fera qu'apporter plus de violence, de mort et de destruction, tout en affaiblissant les efforts entrepris pour trouver une solution négociée à cette guerre brutale », a affirmé M. Ban.

Staffan de Mistura a rencontré lundi à Genève le Secrétaire d'Etat américain John Kerry pour discuter de la situation en Syrie.

Il a aussi rencontré le Ministre des affaires étrangères de l'Arabie saoudite, Adel al-Jubeir, et a souligné combien il était important que les membres du Groupe international de soutien pour la Syrie apportent leur assistance à une reprise de la cessation des hostilités, a indiqué le porte-parole du Secrétaire général de l'ONU lors d'un point de presse à New York.

M. de Mistura devait s'envoler lundi soir pour Moscou, où il rencontrera le Ministre russe des affaires étrangères, Sergueï Lavrov.

En visite au Mali, un haut responsable de l'ONU juge nécessaire une accélération de la mise en œuvre de l'accord de paix



Casques bleus de la MINUSMA en patrouille. Photo : MINUSMA / Marco Dormino

2 mai - A l'issue d'une visite de quelques jours au Mali, le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux opérations de maintien de la paix, Hervé Ladsous, a estimé lundi que la priorité était une accélération de la mise en œuvre de l'accord de paix.

Lors de sa visite, M. Ladsous a rencontré des responsables du gouvernement malien, notamment le Président Ibrahim Boubacar Keïta, le Premier ministre Modibo Keita et le Ministre des affaires étrangères Abdoulaye Diop. Dimanche, il s'est rendu dans le nord du pays, à Tessalit et à Kidal, où il a rencontré des représentants des groupes armés signataires de l'accord de paix.

« La première des priorités est incontestablement la nécessité d'accélérer la mise en œuvre des accords signés le 15 mai dernier et complétés au mois de juin. Comme dans deux semaines à peine ce sera le premier anniversaire de cette signature, je crois qu'il est important d'avancer sur un maximum de points possibles », a dit M. Ladsous lors d'une conférence de presse lundi à Bamako, la capitale du Mali.

« C'est un effort qui doit être partagé par les uns et les autres. Il y a par exemple la loi sur les collectivités territoriales qui fait l'objet d'une saisie de la cour constitutionnelle. Et je crois que l'administration intérimaire prévue dans les accords doit pouvoir entrer en fonctionnement au plus vite. Tout comme il est important que l'on puisse avancer sur le processus de désarmement, démobilisation et réinsertion des ex-combattants », a-t-il ajouté.

Il a noté que cette semaine les premiers camps de cantonnement pour les ex-combattants allaient entrer en fonction.

Selon lui, il est important de montrer aux populations que les Accords de Paix se traduisent par des dividendes en termes de redémarrage des différents services publics.

« Nous nous inscrivons dans une attitude de soutien aux autorités, de soutien aux forces de sécurité maliennes pour que progressivement, tout puisse se remettre en place, les structures et donc l'administration intérimaire, et tout ce qui l'accompagne pour que les gens puissent de nouveau envoyer leurs enfants à l'école, bénéficier à nouveau de services médicaux, améliorer les fournitures des différents services telles que l'électricité, l'eau quand c'est possible », a-t-il dit.

Le chef des opérations de maintien de la paix a noté que la menace terroriste « ne se dément pas » et au contraire s'est accentuée. Il a indiqué que l'ONU travaillait activement pour que des moyens soient mis à la disposition de la Mission des Nations Unies au Mali (MINUSMA), qu'il s'agisse de moyens humains et de nouveaux équipements, y compris de nouvelles technologies de pointe, comme par exemple le ballon captif qui surveille les parages du camp à Kidal.

L'actrice Cate Blanchett nommée Ambassadrice de bonne volonté du HCR



L'actrice Cate Blanchett a été nommée ambassadrice de bonne volonté du HCR. Capture vidéo HCR

2 mai - Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a annoncé lundi avoir nommé l'actrice australienne de renommée internationale Cate Blanchett Ambassadrice de bonne volonté pour le monde entier.

L'annonce intervient alors que Cate Blanchett revient d'une mission en Jordanie au cours de laquelle elle a pu observer l'assistance humanitaire apportée à des personnes déplacées par le conflit en Syrie. Elle a rencontré des familles de réfugiés syriens qui lui ont raconté le voyage périlleux qu'elles ont entrepris et les défis quotidiens auxquels elles sont confrontées, a précisé le HCR dans un communiqué de presse.

« Je suis très fière d'assumer ce rôle », a déclaré Mme Blanchett. « Nous vivons une crise sans précédent et la responsabilité doit être partagée par le monde entier. Il semble que nous soyons à la croisée des chemins. Est-ce que nous nous engageons dans la voie de la compassion ou celle de l'intolérance ? En tant que mère, je veux que mes enfants prennent le chemin de compassion ».

Avant sa nomination, l'actrice a déjà travaillé en étroite collaboration avec le HCR depuis plus d'un an pour sensibiliser l'opinion publique au sort des personnes déplacées de force. En 2015, elle s'est rendue au Liban pour rencontrer des réfugiés syriens.

Le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Filippo Grandi, a déclaré qu'il était heureux que Cate Blanchett se joigne à l'agence onusienne. « Les Ambassadeurs de bonne volonté jouent un rôle central dans la sensibilisation du public au sort des réfugiés », a-t-il dit.

Iraq : malgré une baisse des victimes de violence, l'ONU reste réoccupée par l'ampleur des pertes civiles



Des enfants dans une rue inondée à Bagdad, en Iraq. Photo UNICEF/Wathiq Khuzaie

2 mai - Bien que le nombre des victimes de violence, d'attentats et de combats armés en Iraq ait enregistré une baisse relative au mois d'avril, la Mission d'assistance des Nations Unies pour le pays (MANUI) a exprimé ce weekend sa profonde préoccupation face à l'ampleur des pertes en vies humaines parmi les civils irakiens.

Au total, 741 Iraquiens ont été tués (410 civils et 331 membres des forces de sécurité) et 1.374 autres blessés (973 civils et 401 membres des forces de sécurité) en Iraq pour le seul mois d'avril 2016, a annoncé dimanche la MANUI dans un communiqué de presse.

« Les chiffres globaux concernant les victimes sont en baisse par rapport au mois de mars, où un total de 1.119 personnes avaient été tuées et 1.561 autres blessées », a souligné la MANUI.

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Iraq, Jan Kubis, a toutefois exprimé sa profonde préoccupation face à la persistance de la violence.

« Cela nous fait mal au cœur d'être témoins de l'effusion de sang et des pertes en vies humaines, en particulier parmi les civils qui paient un lourd tribut en raison des attentats à la bombe et des affrontements armés », a dit M. Kubis.

Le Représentant spécial a précisé qu'en avril, les terroristes ont perpétré des attentats-suicides prenant pour cible des cafés, des lieux de culte, des pèlerins et des marchés, dans le but de « provoquer un maximum de pertes » et d'infliger des « souffrances indicibles à la population ».

Selon la MANUI, Bagdad a été le gouvernorat le plus touché, avec 874 victimes civiles (232 morts et 642 blessés), réparties comme suit : Ninewa (72 morts et 30 blessés), Salahadin (32 morts et 24 blessés), Diyala (17 morts et 15 blessés), Kirkouk (16 morts et 10 blessés) et Basra (8 morts et 16 blessés).

Les informations obtenues par la MANUI de la part de la Direction de la santé dans le gouvernorat d'Anbar font par ailleurs état de 252 victimes civiles (27 morts et 225 blessés).

Japon : le PAM fournit un soutien logistique pour aider les personnes affectées par les séismes d'avril



Le PAM répond aux situations d'urgence.
Photo PAM (archives)

2 mai - Le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) fournit un soutien logistique à la préfecture de Kumamoto, dans le sud-ouest du Japon, dans le cadre des efforts des autorités locales pour assister les personnes affectées par les séismes du 14 et du 16 avril.

Le PAM a déployé quatre experts pour soutenir l'évaluation des besoins, la gestion des entrepôts et la livraison rapide de l'assistance aux personnes les plus touchées, a précisé l'agence dans un communiqué de presse.

En outre, le PAM a fourni de grands entrepôts mobiles, y compris deux qui doivent être installés dans les villes d'Ozu et de Kashima, pour stocker des articles de secours et pour servir de centre pour bénévoles. Le PAM a lancé cette opération lorsque les autorités de la préfecture de Kumamoto en ont fait la demande et est prêt à augmenter son soutien si nécessaire. Le coût de l'opération sur deux mois est estimé à 600.000 dollars.

« La logistique est l'épine dorsale de toute intervention d'urgence », a déclaré le Directeur du Bureau du PAM au Japon, Stephen Anderson. « Nous sommes fiers de participer à l'aide apportée aux personnes touchées en déployant une expertise logistique ».

Depuis le 14 avril, deux tremblements de terre et des centaines de répliques ont frappé les préfectures de Kumamoto, Oita et les régions avoisinantes, entraînant le décès de 66 personnes et l'évacuation de plus de 190.000 personnes, selon des chiffres officiels. Alors que les autorités locales font des efforts importants pour apporter de l'aide, des difficultés logistiques dans la gestion des fournitures de secours ont été signalées.

C'est la deuxième fois que le PAM fournit une assistance au Japon. En 2011, à la suite d'un tremblement de terre et d'un tsunami dévastateurs qui ont frappé la région nord du Tohoku, le PAM avait déployé 27 employés pour organiser le transport des articles de secours, établir des plates-formes logistiques avec des entrepôts mobiles et soutenir les activités de secours des ONG sur le terrain.

Développement durable : l'ONU appelle à définir des politiques de mise en œuvre intégrées



Le Secrétaire général Ban Ki-moon (2e à gauche) lors d'un débat organisé à l'ECOSOC. Photo ONU/Eskinder Debebe

2 mai - A l'ouverture d'un débat de trois jours au Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC), consacré à l'intégration des politiques de mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, deux hauts responsables de l'ONU ont appelé lundi les Etats à faire preuve d'innovation et éviter les approches cloisonnées pour atteindre le développement durable.

« Nous avons maintenant un ensemble d'objectifs et de cibles qui constituent la base d'une approche cohérente, intégrée et indivisible pour l'éradication de la pauvreté et la réalisation du développement durable », a rappelé le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, en référence aux 17 Objectifs de développement durable (ODD) et 169 cibles formant le

Programme à l'horizon 2030, adopté par les Etats membres en septembre 2015.

Pour réaliser ces objectifs, le Secrétaire général a insisté sur la nécessité de travailler dans un esprit de complémentarité, en évitant une approche cloisonnée.

M. Ban a par conséquent appelé à définir des politiques de mise en œuvre du Programme intégrées et innovantes.

« Nous devons nous efforcer de garder à l'esprit en permanence les défis de l'intégration, qu'ils soient liés à des questions d'ordre politique, institutionnel, de manque de capacité ou de technologie, de programmation ou de financement », a déclaré M. Ban, appelant à faire en sorte que les actions entreprises soient concertées et cohérentes.

De son côté, le Vice-président de l'ECOSOC, Sven Jurgenson, a défini trois principaux objectifs qui devront selon lui être remplis par le débat au cours des trois prochains jours.

Tout d'abord, a-t-il dit, il devra fournir l'occasion pour toutes les parties prenantes d'identifier les opportunités et défis concernant l'élaboration de politiques novatrices et intégrées.

« Deuxièmement, nous devons proposer des recommandations politiques pour guider la mise en œuvre du Programme à l'horizon 2030 », a déclaré M. Jurgenson.

En troisième lieu, le Vice-président a appelé à réaffirmer le rôle de l'ECOSOC en tant que plate-forme de dialogue et d'échange de vues sur les enseignements tirés concernant l'innovation et l'intégration des politiques à tous les niveaux.

Journée internationale du jazz : l'ONU célèbre ce genre musical, vecteur de paix



30 avril - A l'occasion de la Journée internationale du jazz, célébrée chaque année le 30 avril, la Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Irina Bokova, a appelé samedi à célébrer ce genre musical porteur d'un message universel de paix.

« Le jazz est bien plus que de la musique – c'est un message universel de paix, l'alliance harmonieuse d'un rythme et d'une signification, qui porte des valeurs chères à chacune et à chacun et offre de précieuses perspectives de compréhension mutuelle, à travers l'écoute, le jeu et l'improvisation », a déclaré Mme Bokova dans un message, soulignant que le jazz illustre la capacité de la musique à consolider la paix et à rassembler les individus de toutes cultures et de tous horizons.

L'histoire du jazz, a-t-elle ajouté, puise ses racines dans la rencontre des peuples et des cultures d'Afrique, d'Europe et des Caraïbes.

« Le jazz a rythmé le mouvement pour les droits civiques aux États-Unis et demeure une source d'inspiration pour des millions de personnes qui, à travers le monde, aspirent à la liberté et luttent pour le respect et la dignité humaine », a déclaré Mme Bokova.

Cette année, justement, la Journée internationale du jazz est célébrée à Washington, capitale des États-Unis et ville natale du musicien et compositeur de Jazz Duke Ellington.

A l'invitation du Président américain, Barack Obama, et de la Première Dame, Michelle Obama, un concert a été organisé vendredi soir pour l'occasion, rassemblant de nombreuses stars du jazz à la Maison Blanche, dont le pianiste et compositeur de jazz Herbie Hancock, mais également Sting, Aretha Franklin, Hugh Masekela, Chick Corea, Wayne Shorter et Pat Metheny.

« Après avoir sillonné la planète, le jazz est de retour chez lui », a déclaré la Directrice générale de l'UNESCO.

La Directrice générale a indiqué que ce concert a marqué le lancement d'une série de célébrations dans plus d'une centaine de villes à travers le monde, démontrant une nouvelle fois le pouvoir qu'a le jazz de réunir l'humanité tout entière.

Yémen : les pourparlers de paix au Koweït traversent une phase difficile, selon l'ONU



L'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, Ismail Ould Cheikh Ahmed, informe les médias. Photo : ONU / Loey Felipe

1 mai - Malgré l'atmosphère positive qui a prévalu au cours des derniers jours, la délégation du gouvernement du Yémen a suspendu sa participation aux sessions plénières des pourparlers de paix inter-yéménites qui ont lieu depuis le 21 avril au Koweït, sous l'égide de l'ONU, a annoncé dimanche l'Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour le pays, Ismail Ould Cheikh Ahmed.

Cette décision, a indiqué l'Envoyé spécial dans une déclaration de presse, a fait suite aux rapports récents concernant l'évolution de la situation sur le terrain dans la province yéménite d'Amrane, où, selon la presse, les Houthis et leurs alliés se seraient emparés d'une base militaire du gouvernement.

« Nous comprenons les raisons qui ont conduit à cette décision, cependant, nous demandons instamment à toutes les parties de négocier de bonne foi et de faire preuve de sagesse dans leur participation aux pourparlers ; les Yéménites comptent sur elles », a appelé M. Ould Cheikh Ahmed.

L'Envoyé spécial a souligné que toutes les questions difficiles doivent être réglées à la table des négociations et de manière transparente, afin que les parties puissent parvenir à un accord global « qui mette un terme à ce type d'incidents ».

« Nous ne sous-estimons l'importance de ce qui s'est produit ou est train de se produire. Cependant, nous réaffirmons que la seule issue possible est celle d'un dialogue pacifique, de la pleine adhésion aux résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, de la feuille de route établie par l'Initiative du Conseil de coopération du Golfe et son mécanisme de mise en œuvre, et des résultats de la Conférence du dialogue national (NDC) », a déclaré M. Ould Cheikh Ahmed.

Il a ajouté qu'il était en contact constant avec le 'Comité de désescalade et de coordination' et, à travers lui, avec les comités locaux, pour enquêter sur toutes les violations de la cessation des hostilités et y mettre fin.

Après s'être abondamment entretenu avec la délégation du gouvernement du Yémen et avoir rencontré les leaders de la délégation d'Ansar Allah et du Congrès général du peuple dans l'après-midi de dimanche, l'Envoyé spécial a déclaré avoir reçu l'assurance de la part des parties qu'elles s'engageaient à résoudre les questions en suspens sans convoquer de session plénière.

« L'ONU espère reprendre les pourparlers et capitaliser sur les progrès tangibles réalisés au cours des deux derniers jours », a déclaré M. Ould Cheikh Ahmed, en référence notamment aux documents présentés par les deux délégations, le 29 avril au soir, contenant leurs propositions respectives pour régler les questions en suspens.

Le Vice-Secrétaire général de l'ONU visite le Népal un an après le séisme



Le Vice-Secrétaire général de l'ONU, Jan Eliasson, rencontre des femmes ayant survécu au séisme, à Irkhu. Photo : ONU

2 mai - Le Vice-Secrétaire général de l'ONU, Jan Eliasson, se trouvait lundi au Népal, où il a rencontré des communautés locales affectées par le séisme dévastateur de l'an dernier.

S'adressant à ces communautés, M. Eliasson a souligné combien il était nécessaire de se concentrer sur les besoins immédiats et le soutien sur le long terme, a précisé le porte-parole du Secrétaire général, Stéphane Dujarric, lors d'un point de presse à New York.

Le 25 avril 2015, un séisme d'une magnitude de 7,8 a tué plus de 8.700 personnes, blessé 22.000 autres et détruit ou endommagé plus de 250.000 maisons au Népal. Alors que 8,1 millions de personnes ont été directement affectées, des millions d'autres à travers le pays ont été exposées à une recrudescence des glissements de terrain.

Lors de sa visite, le Vice-Secrétaire général a appelé les Népalais à partager avec le reste du monde les leçons tirées des efforts menés pour venir en aide aux personnes affectées par ce séisme.

« Personne ne peut tout faire, mais tout le monde peut faire quelque chose », a dit M. Eliasson lors d'une visite ce weekend dans le district de Sindhupalchowk, l'un des plus touchés par le séisme.

« 'Ensemble' est le mot le plus important dans le monde d'aujourd'hui. Nous devons travailler ensemble pour la reconstruction », a-t-il ajouté.

M. Eliasson a rencontré le Président népalais, le Premier ministre et d'autres hauts responsables dans la capitale Katmandou.

Il s'est envolé lundi soir pour le Viet Nam où il devait rencontrer des responsables gouvernementaux et rendre visite à des communautés affectées par la sécheresse dans la province méridionale de Ben Tre.

A Nairobi, l'ONU apporte son soutien aux pays d'Afrique en lutte contre le trafic d'ivoire



105 tonnes d'ivoire et 1,35 tonne de cornes de rhinocéros ont été brûlés à Nairobi, au Kenya le 30 avril 2016. Photo CITES

2 mai - Suite à la destruction par le Kenya ce weekend de la quasi-totalité des stocks d'ivoire et de cornes de rhinocéros du pays pour protester contre le braconnage, deux hauts responsables des Nations Unies ont apporté leur soutien aux pays d'Afrique en lutte contre le commerce illégal des espèces sauvages.

Lors d'une cérémonie qui a eu lieu samedi dans la capitale kenyane Nairobi, près de 105 tonnes d'ivoire et 1,3 tonne de cornes de rhinocéros ont été brûlées pour exhorter le monde à mettre un terme au commerce de trophées d'espèces sauvages, qui contribue à leur extinction progressive.

Organisé à l'initiative du Kenya Wildlife Service, l'agence publique du pays chargée de la conservation de la nature, cet événement s'est déroulé en présence des Présidents du Kenya, du Gabon et de l'Uganda, ainsi que du Directeur exécutif adjoint du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Ibrahim Thiaw, et de l'Administratrice du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Helen Clark.

« Nous ne pouvons tout simplement pas nous permettre de laisser le braconnage continuer un jour de plus », a déclaré M. Thiaw dans un communiqué de presse rendu public le jour même. « Cela va à l'encontre de tout sens moral, économique ou politique ».

Le Directeur exécutif adjoint a rappelé l'estimation selon laquelle, entre 2010 et 2012, 100.000 éléphants ont été tués pour leur ivoire, sur une population totale de moins de 500.000. Les éléphants des forêts, a-t-il ajouté, ont vu leur population diminuer de deux tiers entre 2002 et 2011, en raison du braconnage, et des rapports plus récents montrent que la population des éléphants de la savane a diminué de 60% en Tanzanie et de 50% au Mozambique depuis 2009.

Trouver des moyens de lutter contre le commerce illégal de la faune, y compris l'ivoire d'éléphant, sera l'une des grandes priorités de la deuxième Assemblée des Nations Unies pour l'environnement du PNUE, qui se tiendra à Nairobi du 23 au 27 mai. Elle devrait se pencher dans l'ensemble sur la réalisation des objectifs environnementaux du Programme de développement durable à l'horizon 2030.